

Showtime anglo-saxon



Historiquement, les Britanniques ont toujours eu un rapport plutôt distancié à l'Europe continentale. Ils ont inventé la notion de «splendid isolation» que l'on peut littéralement traduire par «splendide isolement». Mais cet isolement n'était sans doute splendide qu'aux yeux de ceux qui étaient favorables au Brexit. Pour beaucoup d'autres, l'isolement de la

Grande-Bretagne par rapport à l'Europe qui résulte du Brexit est un anachronisme sans pareil et surtout un isolement très dangereux. Ce point de vue est courant à Bruxelles. Mais c'est aussi celui de la plupart des Londoniens, des Ecossais, de nombreux Gallois et de l'Irlande du Nord qui est le seul Etat britannique à partager une frontière directe avec l'UE.

Jusqu'à présent, les marchés financiers sont restés relativement indifférents. Il faut dire qu'il n'y a pas eu beaucoup d'évolutions concrètes en matière de Brexit depuis le vote à l'été dernier. A ce jour, la Première ministre britannique Theresa May a surtout affuté ses armes et s'est uniquement distinguée en esquissant à grand renfort de paroles mais de façon très peu circonstanciée comment la Grande-Bretagne «prenait les choses en main pour diffuser les avantages du libre-échange» dans le monde entier. La Grande-Bretagne deviendrait «vraiment globale», «embrasserait le monde», des plans «audacieux» sont généralement évoqués, mais cela s'arrête là. Elle va à présent devoir annoncer la couleur. Elle aimerait transmettre la déclaration de sortie officielle à Bruxelles à la fin mars. Parallèlement à cette annonce, elle a clairement indiqué que la sortie de la Grande-Bretagne serait complète et qu'il n'est pas question de négocier un accord qui ne serait qu'insatisfaisant pour l'UE-27 et la Grande-Bretagne. Pour les Britanniques parce qu'ils ont clairement adhéré au Brexit et qu'ils veulent le compléter par une sortie définitive de l'Union européenne et pour l'UE-27 parce qu'un accord pourrait au final inciter d'autres Etats membres à imiter les Britanniques. Bruxelles a certes quelque peu abandonné l'idée d'un pacte punitif hostile qui avait été spontanément annoncée au début, mais les négociations devraient être extrêmement dures. Quelle que soit l'évolution de ces prochains mois, nous commençons à y voir plus clair et il sera intéressant de voir si et comment les deux camps pourront parvenir à une solution dans laquelle tous deux sauveront plus ou moins la face.

Une fois que la réputation est ternie...

Alors que le gouvernement britannique se montre encore soucieux de sa réputation, ce n'est plus une priorité outre-Atlantique. Dès son investiture, Donald Trump ne laisse plus aucune place au doute concernant sa volonté d'imposer à tout prix son «make America great again». Après avoir plus ou moins ruiné sa réputation durant la campagne électorale, il gouverne désormais sans la moindre gêne et montre qu'il

va engager un tournant radical en matière de politique commerciale mais pas uniquement. Sans tarder, il a signé un document qui devrait freiner l'Obamacare et sans doute marquer la fin du seul acquis majeur de son prédécesseur. Avant-hier, il a par ailleurs ordonné le retrait de l'accord de libre-échange TPP qui facilitait le commerce extérieur avec onze autres Etats de la zone Pacifique et d'Amérique du Sud et immodestement qualifié cette mesure de bonne chose pour le travailleur américain. Le traité commercial transatlantique TTIP devrait prochainement subir le même sort. Quant aux sanctions douanières, elles sont non seulement acceptables dans le monde de Trump, mais même indispensables pour mettre fin à toute velléité anti-américaine. Les derniers espoirs d'assister à un début de mandat plus conciliant que la campagne électorale de Trump se sont totalement volatilisés en à peine 48 heures. Nous verrons si les marchés se montrent toujours aussi naïfs face au caractère imprévisible de Donald Trump. L'euphorie qui s'était propagée en dépit du bon sens après son élection est en tous cas déjà de l'histoire ancienne et a cédé le pas à une certaine prudence. Loin de diviser seulement son propre pays, Trump génère en effet une vague de protestation mondiale. Dans le monde entier, des femmes ont hier donné libre cours à leur mécontentement à l'égard du nouveau président, tandis que ce dernier chargeait apparemment son porte-parole Sean Spicer de brusquer les médias avec une phrase dont la fausseté saute aux yeux: «Ce fut la plus grande foule jamais vue lors d'une investiture, sur place et dans le monde, point barre.» La stratégie de Trump semble évidente. Les médias attisent le conflit avec leurs comptes rendus «ignobles et mensongers», sabotant ainsi le projet honorable de Trump d'unir la nation.

Le *showdown* a débuté

Il était évident pour de nombreux observateurs politiques que l'année 2017 serait passionnante. Ils étaient en revanche moins nombreux à envisager un début aussi turbulent. Il ne saurait être question d'un creux de janvier et la suite des événements sera assurément passionnante. N'oublions pas que les élections en France, aux Pays-Bas, en Allemagne et, le cas échéant, en Italie ainsi qu'en Iran et en Chine viendront encore s'ajouter à la nature imprévisible de Trump et aux conflits géopolitiques ouverts ou latents. Les élections en Europe pourraient affaiblir l'UE, surtout en cas de progression des eurosceptiques. Quant à l'Iran, nous verrons si la population approuve et confirme la politique pro-occidentale d'Hassan Rohani. La réélection probable de Xi Jinping, mais aussi le renouvellement des six autres sièges au comité permanent du bureau politique sont prévus en Chine. Une chose est sûre malgré ce début d'année turbulent: le duel de l'embarras vient tout juste de commencer et nous ne pourrons plus l'éviter plus longtemps.

Martin Neff, chef économiste de Raiffeisen

Showtime anglo-saxon

Mentions légales importantes

Ceci n'est pas une offre

Les contenus publiés dans le présent document sont mis à disposition uniquement à titre d'information. Par conséquent, ils ne constituent ni une offre au sens juridique du terme, ni une incitation ou une recommandation d'achat ou de vente d'instruments de placement. La présente publication ne constitue ni une annonce de cotation ni un prospectus d'émission au sens des articles 652a et 1156 CO. Seul le prospectus de cotation présente les conditions intégrales déterminantes et le détail des risques inhérents à ces produits. En raison de restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissants ou aux résidents d'un Etat dans lequel la distribution des produits décrits dans la présente publication est limitée.

Cette publication n'est pas destinée à fournir au lecteur un conseil en placement ni à l'aider à prendre ses décisions de placement. Des investissements dans les placements décrits ici ne devraient avoir lieu que suite à un conseil approprié à la clientèle et/ou à l'examen minutieux des prospectus de vente contraignants. Toute décision prise sur la base de la présente publication l'est au seul risque de l'investisseur.

Exclusion de responsabilité

Raiffeisen Suisse société coopérative fait tout ce qui est en son pouvoir pour garantir la fiabilité des données présentées. Cependant, Raiffeisen Suisse société coopérative ne garantit pas l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations divulguées dans la présente publication.

Raiffeisen Suisse société coopérative décline toute responsabilité pour les pertes ou dommages éventuels (directs, indirects et consécutifs) qui seraient causés par la diffusion de cette publication ou de son contenu, ou liés à cette diffusion. Elle ne peut notamment être tenue pour responsable des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers.

Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière

Cette publication n'est pas le résultat d'une analyse financière. Par conséquent, les «Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière» de l'Association suisse des banquiers (ASB) ne s'appliquent pas à cette publication.